

Mondialisation politique et utopie

Les deux « réalismes »

Le plus beau rêve de l'humanité, et sans doute le plus grand, celui de la paix entre tous les êtres humains, est considéré comme utopique par la majorité des esprits. Le mot « utopie » signifie « objectif non réalisable dans un avenir prévisible », ou de façon plus catégorique, « non réalisable du tout ». Tout dépend donc de ce qui est admis comme étant « la réalité ».

Il est aujourd'hui essentiel d'être considéré comme « réaliste », si l'on souhaite être pris au sérieux. Ceci signifie qu'il faut penser qu'il est sans doute possible de faire des efforts pour éviter les guerres — les organisations mondiales et régionales témoignent en ce sens —, mais que si l'on veut être efficace, il faut toujours « préparer la guerre pour avoir la paix. »

Cette croyance, qui est celle de la très grande majorité des acteurs politiques et des politologues, est fondée sur une certaine vision de l'histoire (« il y a toujours eu des guerres, il y en aura donc toujours ») et sur une philosophie de la « nature humaine », avide, perverse et vaniteuse, qui contraindrait périodiquement au recours à la violence collective. Il en résulte que le monde changerait sans doute, grâce au progrès techno-économique, mais qu'il serait ridicule de croire à la possibilité d'un progrès moral.

C'est donc sur la définition même de « la réalité » que s'opposent deux conceptions du « réalisme » : celle qui domine aujourd'hui dans le monde, qui repose sur la croyance en la stabilité, et même en l'éternité, des structures mentales et institutionnelles de l'humanité et celle des rares esprits qui pensent que le dynamisme du « changement » en cours ne concerne pas seulement la techno-économie, mais dépend essentiellement de la transformation de la vision du monde qui se produit sous nos yeux. La thèse qui sera ici soutenue est que le « réalisme statique », qui est en fait « militariste », est une croyance obsolète et dangereuse, et que son abandon permettrait de mettre au point des stratégies beaucoup plus efficaces de construction de la paix. Seul le « réalisme dynamique », en tenant compte des profonds changements structurels qui affectent aujourd'hui l'humanité, peut permettre d'identifier les forces sociales en mouvement sur lesquelles il est possible d'agir. Il ne s'agit donc plus ici « d'utopie », mais de différence d'analyses.

Le système de sécurité mondial existant

La vision du monde des dirigeants de tous les pays conduit aujourd'hui à un système de sécurité qui comprend :

- Des armées nationales sophistiquées, incluant un arsenal classique, qui se complète pour les grandes puissances par une panoplie d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, qui ne doivent jamais être utilisées, mais dont l'existence même contribuerait à inspirer prudence et sagesse aux dirigeants de tous les pays.
- Un énorme appareillage industriel de production d'armements et un réseau de ventes d'armes au niveau planétaire.
- Un ensemble de traités et d'institutions édifié historiquement depuis la fin du 19^{ème} siècle, qui fournit le cadre conceptuel des relations internationales.
- Des réseaux de représentation diplomatique à structures bilatérales et multilatérales et de services secrets de renseignement.

Le coût de ce système de sécurité est d'un ordre de grandeur de 1600 milliards de dollars (chiffres du SIPRI) soit environ 2,6 % du produit brut mondial. Ces dépenses sont très inégalement réparties, puisque celles des États-Unis en représentent près de la moitié (739 milliards en 2011, soit 45,7 % du total, et 4,91 % de leur PNB). Les budgets des pays européens atteignent environ 18 % du total (dont le Royaume-Uni 3,9 %, la France 3,6 %, l'Allemagne 2,7 %). Le budget Russe ne représente que 3,3 %, celui de la Chine 5,5 %, celui du Japon 3,6 %, celui de l'Inde 2,3 %. Les pays du Moyen-Orient enfin (Arabie Saoudite,

Israël, Oman, Yémen, Jordanie, Irak) consacrent chacun plus de 5 % de leur PIB à leur budget militaire. Ces chiffres montrent que le système de sécurité mondial est d'abord américain, et que ce sont les États-Unis qui ont aujourd'hui, une influence dominante dans la conception de la sécurité et de la paix.

Ce système est le résultat de l'histoire. Les deux guerres mondiales qui ont été le résultat du système précédent, la décolonisation, l'opposition Est-Ouest, la découverte et l'usage de l'arme nucléaire, l'hégémonie militaire américaine, la construction de l'Union Européenne, la mondialisation économique et financière, ont changé les données du problème.

La prise de conscience des transformations nécessaires a toutefois été différente en Amérique et en Europe. Les États-Unis ont hésité entre l'isolationnisme et la transformation du monde sur le modèle américain. Le Président Wilson qui engage son pays dans la Première Guerre mondiale, tente de moraliser les relations internationales dans ses « quatorze points », et insère la création de la Société des Nations dans le Traité de Versailles, ne réussit pourtant pas à faire entrer son pays dans cette nouvelle institution. L'évolution en Europe entre 1919 et 1939, marquée par l'apparition de régimes fascistes et ultranationalistes et par l'installation du communisme en URSS, débouche sur la Deuxième Guerre mondiale.

La construction de la paix doit donc repartir de zéro. Les États-Unis croient, pour une courte période après 1945, que leur entrée dans l'ONU, qui vient remplacer la SDN, et qui est complétée par deux institutions financières (FMI et Banque mondiale) et par de nombreuses institutions spécialisées, va changer complètement les données du problème. Il faut peu de temps pour qu'ils s'aperçoivent que l'idée de sécurité collective mise en œuvre par le Conseil de Sécurité de l'ONU ne permet en aucune manière d'assurer la paix. L'opposition Est-Ouest ne permet pas de dégager le moindre consensus. Cependant les pays européens sous l'influence de quelques hommes d'État, dont en particulier Jean Monnet, entreprennent d'établir la paix sur leur continent qui, depuis mille ans, était à l'origine de la majorité des guerres.

La construction de l'Union Européenne, commencée par le Traité de Paris de 1951 instituant la CECA et le Traité de Rome entre six États en 1957, poursuivie par une longue série de Traités (traités d'adhésions successifs faisant passer l'Union de 6 à 28 États membres, nombreux traités renforçant les compétences de l'Union, dont ceux de Maastricht (créant l'euro, 1992), de Nice (2001), de Lisbonne (2007) et qui continue d'évoluer en traversant des crises multiples vers un avenir indéterminé, permet enfin de faire un progrès décisif dans l'établissement de la paix. L'avant-dernier livre blanc français sur la défense publié en 2008 a pu ainsi constater que « la France ne connaît plus, pour la première fois dans l'histoire, de menaces auprès de ses frontières ». Le maintien d'une collaboration indéfectible entre l'Allemagne et la France, quelles que soient les majorités au pouvoir dans l'un et l'autre pays, est la garantie de cette nouvelle situation.

Pendant la même période se produisent des phénomènes qui conduisent à modifier profondément les conceptions des relations internationales et à contribuer à la construction de la paix au niveau mondial. Ce sont essentiellement :

- La décolonisation et la fin des guerres d'indépendance, qui font disparaître l'idée même « d'empire » et rendent ridicule celle de « conquête territoriale ».
- L'apparition de l'arme nucléaire, et les réponses qui y ont été apportées, c.-à-d. un ensemble de traités bilatéraux, régionaux et internationaux organisant le contrôle et la réduction des armements. Il s'agit notamment des accords de contrôle des armements signés entre les États-Unis et l'URSS : SALT I de 1972 et SALT II de 1979, du traité FNI de décembre 1987 ; des traités START I de 1987 et START II de 2011, ces dernières améliorations s'effectuant dans le cadre du processus d'Helsinki, commencé en 1970, qui conduit en 1975 à l'acceptation du « décalogue » (les 10 principes d'Helsinki) à la création de la CSCE (Conférence sur la sécurité et le désarmement en Europe) qui instaure des mesures très contraignantes de confiance et de sécurité (MCDS), dans le cadre de la philosophie de la « destruction mutuelle assurée », — dont le sigle anglais

- « mutual assured destruction », MAD, veut dire « fou ». Ce processus va se poursuivre jusqu'à 2001.
- La fin de la guerre froide et les changements de régime en URSS et en Chine, qui entraînent la perte de tout sens des alliances militaires (OTAN et Pacte de Varsovie).
 - L'utilisation des forces dites de « maintien de la paix », soit les « Casques bleus de l'ONU qui ont été multipliées à partir de 1956 avec la FUNU en Égypte et de l'ONUC au Congo en 1961 et qui ont été utilisées dans toutes les zones à risques 65 fois depuis leur invention.
 - Le développement d'institutions de coopération au niveau régional et au niveau planétaire, Unions régionales, OCDE, dont le nombre des membres s'accroît, rencontres régulières du G8 et du G20, etc.
 - Le lancement de « très grands projets communs » au niveau régional tels que ARIANE-ESPACE et Airbus, et mondial tels que le CERN, ITER et la station spatiale.
 - Quelques expériences positives de prévention des conflits comme l'abandon de l'apartheid grâce au renversement de la politique d'apartheid effectué par Frederik De Klerk en Afrique du Sud, ou la pacification des conflits coloniaux français par Mendès France.
 - La reconnaissance des problèmes posés par la mondialisation économique et financière, qui contraint les gouvernements à harmoniser leurs politiques financières, notamment en ce qui concerne les dettes publiques et les taux de change.

Nature et évolution de ce système.

Ainsi une profonde évolution s'est produite depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les peuples de la planète disposent aujourd'hui d'un système de sécurité coûteux, peu efficace, ne garantissant pas un avenir de paix, mais en pleine évolution conceptuelle. Il repose essentiellement sur les politiques étrangères des pays les plus importants par leur richesse et leur population, parmi lesquels les États-Unis exercent incontestablement une hégémonie. Ce qui paraît évident toutefois c'est qu'il est fondé sur des conceptions contradictoires qui ne peuvent continuer à régner ensemble pour longtemps : celle de la continuation de la course aux armements aboutissant à un équilibre des forces militaires, celle de la paix par la coopération et le contrôle réciproque qui implique la réduction des armes et de leur utilisation.

C'est en effet le problème du choix entre les deux réalismes qui devient fondamental. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins :

- Ou bien la course aux armements continuera, développant avec elle des risques de guerres dramatiques au niveau régional et même planétaire, ce qui implique que la prévision des risques majeurs ne sera pas sérieusement organisée.
- Ou bien une nouvelle conception de la coopération entre les peuples pourra être instituée, ouvrant ainsi le chemin de la paix. C'est à ce niveau que se pose désormais la question du rôle de « l'imagination ».

Ceci revient à se demander comment seront conçues les politiques étrangères des principaux partenaires des relations internationales et sur quelles idées elles seront construites. Le choix est entre la poursuite des visions étroites de « l'intérêt national » de chaque pays et le développement des efforts de dépassement des États nations (soit d'abord de la construction de l'Europe) et de ceux de coopération internationale pour le maintien de la paix et pour la solution des problèmes mondiaux.

Le rôle des idées

L'abandon du « réalisme militariste » par les grandes puissances et surtout par les États-Unis, n'a guère de chances de se produire rapidement. Le culte de la force armée est profondément lié aux sentiments nationalistes, aux prestiges des héros dont les statues ornent encore nos places publiques, au caractère sacré du « patriotisme », au devoir de « défense » d'une part, et d'autre part à la place que tiennent dans les économies nationales les dépenses militaires comme fournisseurs d'emplois (d'ouvriers et de soldats), et au soutien du militarisme que finance sans limites ce que le général Eisenhower (expert en la matière) a dénoncé solennellement comme le « complexe militaro-industriel ».

La transformation de la philosophie de la guerre et de la paix prendra donc vraisemblablement beaucoup de temps : ce qui permet de craindre que dans les décennies à venir les risques de guerres continuent à s'accumuler sans qu'il soit possible de les prévenir, la routine des politiques étrangères consistant seulement à tenter d'intervenir pour apaiser les conflits quand il est déjà trop tard.

C'est pourquoi les défenseurs du « réalisme dynamique » doivent faire des efforts renouvelés pour faire prévaloir leur vision du possible. Il ne s'agit pas « d'utopie », il s'agit de faire comprendre aux opinions publiques dans tous les pays que la construction de la paix est à la fois fondamentale et possible, en continuant d'avancer dans les chemins qui conduisent vers des résultats positifs. Un véritable « plan de paix » est même concevable, si l'on tient compte des leçons de l'histoire.

Le rôle des idées en ce domaine ne doit donc pas être sous-estimé. Ce sont celles qui sont adoptées par les peuples qui aboutissent à changer les perceptions des dirigeants. L'instauration d'un monde de paix dépend de l'efficacité des stratégies qui seront adoptées pour le construire. Le véritable « réalisme » consiste à définir ce qui est possible à partir des leçons que l'on peut retenir de l'histoire, sans oublier qu'il faut beaucoup de temps pour transformer les idées en politiques effectivement suivies.

Les risques de guerre actuels

En l'état actuel de nos connaissances, les risques de guerres tiennent aujourd'hui essentiellement :

- À la méfiance qui subsiste entre les grandes puissances au sujet des situations d'agressivité qui pourraient survenir chez l'une ou l'autre d'entre elles. En fait, le surarmement des États unis, au lieu de garantir la paix, provoque les réactions des politiques militaires de nombreux pays.
- À la révolte des pauvres de tous les pays, surtout dans les pays non développés, contre les inégalités dont ils sont les victimes : les événements aujourd'hui dans les pays arabes – Syrie, Tunisie, Libye, Égypte, Mali, etc. le montrent suffisamment, et leur extension est inévitable. Le « terrorisme » n'est qu'une des formes de ce phénomène.
- À la situation exceptionnelle du Moyen-Orient, créée par les ambitions territoriales de l'État d'Israël, les réactions agressives des Palestiniens, les oppositions religieuses, dont celle entre chiites et sunnites.
- Aux situations particulières en Corée, au problème de Formose, à celui du Tibet,
- Au phénomène de la prolifération nucléaire, qui crée le risque d'utilisation de la bombe atomique par des gouvernements irresponsables.

Insuffisance des réponses

Les réponses actuellement apportées à l'ensemble de ces problèmes sont notoirement insuffisantes. La raison principale de cette situation est que les classes politiques dans tous les pays sont avant tout préoccupées par leurs problèmes nationaux et qu'elles n'ont tendance à traiter des problèmes mondiaux qu'à travers les conséquences qu'ils peuvent avoir sur ce qu'elles estiment être leur « intérêt national. » L'exemple le plus clair de cette attitude se trouve dans les politiques généralement suivies en matière de contrôle des flux migratoires.

Les pays riches attachent plus d'importance aux mesures policières de renvoi dans leurs pays d'origine des immigrés clandestins qu'aux politiques d'aide au développement des pays pauvres. Alors que les risques les plus graves pour la paix dans le monde proviennent des aspirations à un niveau de vie et d'éducation décent par les peuples pauvres, les chiffres de l'aide économique et sociale n'atteignent que des sommes ridicules. L'objectif du « 1 % du PIB pour le développement », longtemps proposé dans les instances de l'ONU, est resté loin d'être atteint, et encore les montants effectifs comprennent-ils souvent plus d'aide militaire que de soutien réel au développement.

L'espoir de voir prises au sérieux et reconsidérées ces politiques d'aide reste extrêmement mince. Il faudrait pour cela qu'il soit envisagé de faire jouer la création de monnaie au profit des pauvres et non des riches comme c'est le cas actuellement. L'usage des « droits de tirage spéciaux » du Fonds Monétaire International à cette fin pourrait aider considérablement. Le règne de l'idéologie néo-libérale empêche qu'il en aille ainsi.

De son côté, la lutte contre le terrorisme conduit à développer les services secrets et aux violations systématiques des libertés, sans qu'il en résulte le moindre résultat positif. De façon générale, c'est l'esprit répressif qui inspire toutes les politiques, et non celui de prévention.

Les hésitations de la politique américaine au Moyen-Orient, la maladresse de ses interventions militaires, notamment en Afghanistan, relèvent de la même inspiration, cependant que les pays européens ne sont capables ni d'aider les pays de la région à se développer, ni de les aider à définir une vision pacifique à moyen terme.

D'autre part, la réponse apportée aux risques de prolifération de l'arme nucléaire par le Traité de non-prolifération (TNP de 1968) n'est pas la bonne. La distinction qu'il officialise entre les pays « sages » capables de gérer correctement leur capacité de dissuasion et ceux qui doivent reconnaître qu'ils représentent un danger s'ils détiennent l'arme atomique crée des frustrations psychologiques d'autant plus insupportables et dangereuses que nombre de pays (notamment l'Inde, le Pakistan, Israël...) détiennent cette arme sans que nul ne cherche à les en empêcher.

D'une façon plus générale, aucune réponse sérieuse n'est apportée au besoin de dialogue culturel partout dans le monde.

Singularité de la situation actuelle

La singularité de la situation actuelle est que la vision militariste demeure prépondérante, alors que l'histoire a démontré :

- Qu'il est possible, souhaitable et nécessaire de construire la paix.
- Qu'il existe des chemins déjà partiellement empruntés pour y réussir.
- Et que justice sociale et établissement de la paix sont intimement liés.

Nous avons vu que ces chemins existants peuvent être poursuivis et développés et qu'ils concernent :

- Le renforcement de la construction européenne, modèle encore imparfait de dépassement des États nations.
- L'augmentation massive, y compris par la création monétaire, de l'aide aux pays pauvres ; l'utilisation de formules du type Plan Marshall.
- La réduction des armements sous l'angle du contrôle réciproque.
- La consolidation des institutions internationales.
- Le lancement de grands projets communs.
- Le développement de l'esprit de prévention.

Les chances du développement de cette approche apparaissent faibles actuellement, la cause principale de cette faiblesse est que les classes politiques nationales ne se sentent pas suffisamment concernées par ces problèmes et n'ont pas une vision correcte de leurs « intérêt national » ; nous avons besoin d'hommes d'État qui pensent les problèmes à l'échelle

planétaire. Nous avons besoin de grands projets qui donnent un sens à la coopération de tous les peuples. Nous avons besoin d'imagination.

Il s'agit d'une lutte très difficile contre tout ce qui ramène en arrière vers la résignation au recours à la guerre, c.-à-d. les nationalismes, le culte de la force, les prestiges périmés. Nul n'ignore qu'elle n'obtiendra pas de résultats immédiats. En revanche tout progrès dans l'un des domaines identifiés, — qu'il s'agisse de contrôle des armements, de lancement de très grands projets communs, ou d'aide massive aux pays pauvres —, contribuera à faire pencher la balance dans le sens de la construction de la paix, c'est-à-dire au recul des nationalismes, du culte de la force, des prestiges périmés. Il s'agit bien d'une transformation culturelle profonde, mais elle est engagée. Et elle doit être poursuivie.

C'est pourquoi, sur ce point fondamental, la formulation de Machiavel qui recommandait de préférer « *suivre la vérité effective de la chose, plutôt que son imagination* » est simplement contraire à la réalité sociale : il n'y a pas, il n'y a jamais eu de réalité sociale qui ne résulte pas de l'imagination que les hommes s'en sont faite. L'action sur cette imagination, soit l'usage éclairé de l'utopie, est donc essentielle pour transformer cette « réalité » dans le sens qui paraît le plus souhaitable.

Maurice Bertrand